Degrelle retourna en Belgique obnubilé par les nouvelles possibilités politiques qui lui étaient ouvertes et il se jeta dans les intrigues politiques de Bruxelles avec un enthousiasme sans pareil depuis ses activités d’août 1940 (119). À Rome, il déclara : « La politique de l’Anschluss se fera dans notre pays avec ou contre moi; je préfère qu’elle se fasse avec moi. C’est pourquoi maintenant je marche à fond » (120).

Streel s’était rendu à Berlin pour accueillir Degrelle. Il fut « épouvanté » par les nouvelles opinions politiques du Chef de Rex (120). L’idée d’une alliance avec la SS — et son corollaire au niveau idéologique, une acceptation non ambiguë des théories raciales et germaniques — était l’antithèse de la politique streelienne de modération. Pendant les derniers jours de 1942, Streel consacra toutes ses forces à convaincre Degrelle de la sagesse d’une politique de modération (121). Ses conseils furent vains. Degrelle se vantait d’être l’homme de l’avenir et même une entrevue avec Elias du VNV ne suffit pas à le convaincre des dangers d’une politique pro-SS (122). Dans ses discussions, il prétendait que le VNV était « foutu » et, à une réception donnée en son honneur par l’Association des journalistes belges, il parla avec enthousiasme de Bruxelles comme une ville germanique qui, dans l’avenir, jouirait d’une liberté semblable à celle de Vienne ou de Munich (123).

Il était dans le caractère de Degrelle qu’il organisât un grand rassemblement au Palais des Sports pour faire connaître sa neue Marschrichtung. Le discours qu’il prononça au Palais des Sports le 17 janvier 1943 fut un chef-d’œuvre d’éloquence mais il signifia une rupture irrévocable avec toute politique de modération (124). Degrelle loua les origines germaniques des Wallons mais — à l’inverse du discours de Matthys en octobre — son intention n’était pas de ressusciter la patrie belge mais de créer une alliance ethnique entre les Wallons — y compris, bien sûr, leur chef, Degrelle — et le Reich allemand (125). Degrelle ne définissait pas la structure des relations qu’il prévoyait entre la Wallonie et cette communauté germani-

---

(120) cité dans R. CAPELLE, op.cit., II, p. 131.
(121) Au sujet de l’article 118, p. 11 et Questionnaire adressé à Mme Hepp, veuve Streel, p. 12 (CREHSGM, Papiers Streel, FS 16/2).
(123) AUD.GEN., Dossier JS Info., JS Note écrite..., 27/5/45.
(124) Voir note 122 — R. DE BECKER, op.cit., p. 50.
(125) TB 23, 15/4/43, p. 2.940 — Procès von Falkenhausen, Reeder à l’Oberkommando des Heeres, 26/1/43 (CREHSGM, Doc. 117).
(126) Le Pays Réel, 18/1/43, p. 1-3, Le discours du Chef de Rex.
que, n'employant qu'une terminologie très générale (199). Il condamna l'État belge de 1830 comme une déformation de l'histoire mais, en même temps, il idéalisait « l'empire bourguignon » comme une ère d'harmonie entre Flamands et Wallons et il se servit de ce concept fantasmatique d'une réincarnation de la Grande Bourgogne pour préserver l'idée d'une unité flamande-wallonne à l'intérieur du Reich (200). Cependant, l'importance de ce discours du 17 janvier ne réside pas tellement dans ces formulations peu sérieuses de Degrelle mais bien plutôt dans sa vision de la collaboration. Jusqu'au 17 janvier, la collaboration avait été présentée par les rexistes comme un contrat : un accord de deux communautés qui avait été conclu pour favoriser l'accomplissement de buts bien — ou moins bien — définis. Degrelle détruit cette vision contractuelle de la collaboration et lui substituait l'idée d'une fusion. Selon lui, le Reich et la Wallonie n'étaient qu'une seule entité et les deux peuples jouissaient d'un destin commun. La coopération avec le Reich n'était pas seulement le résultat d'intérêts communs mais l'expression de l'unité des deux communautés. En conséquence de cette vision déterministe de la collaboration — comme la résultante inéluctable du caractère même de la Wallonie — , Degrelle déduisit que les Wallons devraient témoigner d'une fidélité inconditionnelle au peuple allemand.

Ce discours était, en fin de compte, l'oeuvre d'un aventurier qui rompait avec la société belge et, implicitement, avec Rex et qui cherchait à se faire accepter dans la vie politique du Troisième Reich, en exprimant une profession de foi inconditionnelle. Le rassemblement du 17 janvier qui annonçait le retour de Degrelle parmi les rexistes marqua, en réalité, la rupture du Chef avec son mouvement. Pour sa nouvelle carrière, Degrelle avait besoin de la Légion Wallonie tandis que Rex ne jouait plus aucun rôle dans sa stratégie; dans sa stratégie; dorénavant, toutes les interventions de Degrelle dans les affaires de Rex seraient marquées du sceau de l'opportunisme et ne favoriseraient pas les intérêts du mouvement mais bien les ambitions personnelles de son chef.

Ce divorce était inhérent au discours de Degrelle mais il ne se manifesta qu'au cours de 1943 et 1944 et peu de rexistes perçurent en janvier 1943 cet aspect de la conférence. Matthys se rallia sans hésitation aux opinions du Chef mais Streek ne put admettre ses « thèses extrémistes, racistes et annexionnistes » (201). Guéri de son admiration pour Degrelle, il quitta le mouvement en dénonçant « les enthousiasmes chimériques, les

(199) Par exemple : « Notre petite Patrie, c'est l'Occident; mais notre grande Patrie, c'est la Communauté Germanique » (Ibidem).
(201) JS à Son Eminence le Cardinal Van Roey, 2/12/45 (CREHSGM, Papiers Streek, FS 16/1c) — AUD.GEN, Dossier JS, Info., JS à l'abbé Lannoy, 31/3/45. Doc. 2 et Dossier JS, Farde supplémentaire N° 7, JS aux Président et Administrateurs de La Presse de Rex, 1/2/43, Doc. 11-14.
ambitions maladroites et les erreurs politiques» du Chef de Rex (206). Séparé de Rex, Streek entra au Soir auquel il contribua jusqu’en septembre 1944, prônant une collaboration limitée et « nationale » avec les Allemands et l’établissement d’un Ordre Nouveau spécifiquement belge (207). Constant, Chef d’Etat-Major des Formations de Combat, et Lisein, Chef des Cadres Politiques, suivirent Streek (208); et le Conseil Politique de Rex, symbole d’une collaboration modérée, s’effondra définitivement (209). L’inquiétude de ces dirigeants fut partagée par plusieurs des cadres de Rex. Le discours du 17 janvier créa une consternation générale parmi les militants rexistes (209) et un nombre indéterminé de dirigeants locaux quitta le mouvement (210). Degrelle ne regretta pas ces départs d’individus obsédés, selon lui, par un « nationalisme petit-belge » (210) et il ne fit rien pour apaiser Streek. Il déclara que « Streek n’a apporté à la collaboration que ses scrupules » tout en insinuant que son départ avait été motivé par un goût de l’argent (211). Convaincu par Paul Colin à un dîner pour rencontrer ses opposants parmi les journalistes collaborationnistes, Degrelle y avait présenté ses vues d’une manière radicale qui excluait toute possibilité de compromis (212).

Au cours des semaines qui suivirent le rassemblement de janvier, on accomplit une réorganisation considérable de la structure de Rex. Imposees par le départ de Streek et de ses collègues, ces modifications allèrent plus loin que le remplacement des partants. On saisit l’occasion pour changer la structure entière de l’Etat-Major et les services existants furent intégrés dans une série de départements dont le plus important fut le Département Politique (213). Malgré la présence de Degrelle en Belgique, Mathys demeura en fonction comme Chef ad interim de Rex et choisit le personnel de la nouvelle hiérarchie. Comme Chef du Département Politi-

(206) AUD.GEN., Dossier JS, Farde supplémentaire N° 7, JS à Victor Meulemers, 22/12/43, Doc. 7-8.
(207) AUD.GEN., Dossier JS, Farde supplémentaire N° 8, JS à « Monsieur le Procureur », 31/1/44 — Analyse de l’acte d’accusation : deuxième suite, p. 3 et JS à Monsieur Picard, 25/12/43 (CREHSGM, Papiers Streek, FS 16/9).
(212) L. DEGRELLE, Lettres, p. 174.
(213) JS à Son Excellence le Cardinal Van Roey, 2/12/43 (CREHSGM, Papiers Streek, FS 16/1C) — AUD.GEN., Dossier VM, Info., LC Pro Just., 27/11/46, Doc. 154-155.
(214) Renseignements reçus de Belgique (CREHSGM, Fonds INBEL, n° 966, 6/5/43) — DE-LANDSHEERE & OCMS, op.cit., III, p. 34.
que et Chef des Cadres Politiques, il nomma Léon Brunet (212). Désigné premier échevin du Grand-Bruxelles en septembre 1942, Brunet était un avocat prospère et un ami de longue date de Degrelle (213). Sénateur rexiste avant la guerre, il se distinguait au sein du rexisme par sa prospérité matérielle et par ses relations. Son milieu préféré était celui des dîners et soirées du collaborationnisme bruxellois et plusieurs personnalités belges et allemandes de ce petit monde fréquentaient les réceptions données à la villa de Brunet à Rhode-St-Cénose (214). Ses contacts avec les diplomates de l’ambassade allemande lui assuraient les passeports indispensables pour les voyages à l’étranger, un style de vie qui se maintenait que grâce au rôle très lucratif que Brunet jouait dans la vente des biens séquestrés par les Allemands (215).


(212) Ibidem.
(217) National Socialisme, 15/4/43, p. 12, Ordres et Communications.
(220) Voir note 218 — Observations sur l’acte d’accusation, p. 8 (CREHSGM, Papiers Sreet).
Le Département Politique mis à part, le plus important des nouveaux services créés en janvier 1943 fut le Département de Sécurité et d'Information (DSI) à qui incombait les responsabilités de sécurité et d'intelligence politique (221). Charles Lambinon, ancien chef du BIRD, fut nommé Chef de ce département et dicta des pleins pouvoirs pour prendre les mesures qu'il jugeait nécessaires au bon accomplissement de la mission de son département (222).

L'impression générale donnée par la réorganisation de l'Etat-Major était celle d'une structure fortement hiérarchisée. Au chaos habituel de Rex était substituée une organisation plus digne d'un mouvement totalitaire. Chaque chef de département jouissait de son propre domaine d'autorité et les grades des employés de l'Etat-Major furent fixés par une hiérarchie complexe d'attachés, conseillers, référendaires et chargés de mission (223).

Degrelle ne participa pas à cette réorganisation du mouvement. Complètement absorbé par ses projets personnels, il se rendit à Berlin ainsi qu'à Paris où il essaya de se présenter comme l'allié indispensable du Reich (224). Au cours de ces discussions avec ses interlocuteurs allemands, Degrelle s'appesantit sur l'avenir de la Légion mais ne fit guère mention de Rex (225); même dans ses grands discours, il n'employait plus le nom du mouvement politique dont il était le fondateur (226). Roeder déplora à maintes reprises que Degrelle ne se préoccupât plus des problèmes de Rex : Degrelle nutzt seine Anwesenheit im Lande weniger zur Reorganisations und Verstärkung seiner Partei aus, als vielmehr zu politisch taktischen Verhandlungen und Besprechungen (227). Matthys admet après la guerre que certaines autorités allemandes s'étaient efforcées de séparer Degrelle de Rex mais il exclut l'idée que Degrelle eût jamais considéré cette possibilité (228). Cependant, en privé et, sans doute à l'insu des diri-

---

(221) National Socialisme, 15/4/43, p. 12, Ordres et Communiqués — Règlement organique du DSI (CREHSGM, Archives Rex, C11/2861).  
(222) Ibidem.  
(226) Le Pays Réel, 9/2/45, p. 1 et 4, Le Chef de Rex paie à nos ouvriers.  
(227) TB 24, 1/8/43, p. 3.147 — TB 23, 15/4/43, p. 2.940.  
geants rexistes, il parla d'une dissolution éventuelle du mouvement rexiste (229). Il reconnut que Rex manquait de crédibilité et il envisagea la création d'un nouveau mouvement politique de type paramilitaire encadré par le personnel de la Légion Wallonie. En guise de préparation, Degrelle préconisa que tout dirigeant rexiste fasse un stage dans la Légion Wallonie avant d'être doté de responsabilités politiques (230).


Après la mort de Paul Colin en avril 1943, les conseillers les plus influents de Degrelle furent ses compagnons de la Légion Wallonie. Joseph Pévenasse, l'ancien inspecteur fédéral de Rex, qui servait dans la Légion Wallonie depuis mars 1942, s'affirma comme l'un des adjoints de Degrelle. L'avocat de Charleroi n'avait guère de sympathie pour les dirigeants rexistes restés au pays et, en 1943, il n'agissait pas comme un rexiste mais plutôt comme l'homme lige de Degrelle. Il eut la responsabilité du recrute-

---

(229) Himmler écrivit que Degrelle était convaincu « dass seine Partei aufgelöst bzw. in einen grösseren Verband überführt werden müsse » (Himmler à Lammers, 25/3/43, CREHSGM, Archives Rex, C11/124bis. Doc. 7).
(231) Circulaire de Brunet, 15/4/43 (CREHSGM, Archives Rex, C11/290) — Le devoir de présence.
(233) Analyse de l'acte d'accusation : première suite, p. 18 (CREHSGM, Papiers Streed).
(236) R. DE BECKER, op.cit., p. 58.
ment de légionnaires parmi les prisonniers de guerre et travailleurs val-
lors en Allemagne (237). Quelques mois plus tard, il devenait le chef de la
délégation de légionnaires qui essaya de s'infiltrer dans le Service des
Volontaires du Travail pour la Wallonie (SVTW) (238). Le plus jeune des
conseillers de Degrelle fut Jean Vermeire. Agé de 21 ans en mai 1940, il
était journaliste au Pays Réel et correspondant de guerre auprès de la
Légion Wallonie (239). Intime de Degrelle, Vermeire ne s'affilia jamais au
mouvement rexiste mais, présent à une réunion rexiste en 1943, il fut quali-
fié de « représentant du Chef de Rex » (240). Vermeire fut l'interprète dans
les discussions entre Degrelle et les autorités allemandes (241) et, en 1943, il
fut désigné comme ambassadeur personnel de Degrelle à Berlin. Il y
consolida l'alliance de son chef avec les autorités de la SS (242).

A l'intérieur du mouvement rexiste, la hiérarchie créée par la réorgani-
sation de janvier 1943 permit à certains dirigeants de construire leurs fiels
personnels, transformant l'État-Major en une fédération où chaque chef de
département jouissait d'une autonomie considérable. Le Département de
Sécurité et d'Information (DSI) était l'exemple le plus achevé de cette
décentralisation. Exploitant complètement sa liberté d'action, Lambinon éta-
blit un département qui correspondait à ses ambitions personnelles. L'in-
tention de Matthys en créant le département avait été que le DSI rempli
les rôles respectifs de recueil de renseignement politique et de protection
de la sécurité personnelle des rexistes (243). Lambinon négligea cependant
presque entièrement le renseignement politique et il se servit du prétexte
de la sécurité pour justifier toute forme d'activité policière, même si elle ne
touchait ni directement ni indirectement à la protection des rexistes (244).
De sa propre initiative, Lambinon constituait un groupe d'agents qui opéra-
rent dès l'été de 1943 à Bruxelles, la « Brigade Z » (245), et il réussit à inté-
grer au DSI les brigades de policiers rexistes qui avaient été auparavant
établies par les cercles et les administrations communales rexistes de

(237) Souvenirs de Heinz Forsteneichner, p. 5-8 (CREHSGM, PF 3) — AUD.GEN. Dossier
Joseph Pévenasse, Témoignages d'anciens prisonniers de guerre — [Baumann] à
Meyer, 22/1/43 (GRMA, T-501, 178, 83).
(238) AUD.GEN. Dossier LC, Enquête Complémentaire, Farde C, VM Pro Just., 14/6/47, Doc.
(239) AUD.GEN. Dossier Jean Denis, Info., Jean Vermeire Pro Just., 5/9/43, Doc. 38 — Voir
aussi note 125.
(240) Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/9/71, p. 38 (CREHSGM) — Le
Pays Réel, 13/9/43, p. 1, Le Chef de Rex exhorte ses militants.
(241) Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 7/4/71 (CREHSGM).
(242) Voir note 239 — Le Som. 16/6/46, p. 2. Les Conseils de Guerre. En 1944, Vermeire était le
délégué général de la Deutsch-Wallonische Arbeitsgemeinschaft (DeWag), une orga-
nisation berlinoise qui avait été créée en 1943 par le SS-Hauptamt et les collaborationnistes
germanophiles du Cercle Wallon opposés à l'hégémonie de Degrelle (L'Effort Wallon,
Témoignage de VM cité dans Documentation Jans, 206.
(245) Ibidem.
charleroi et de La Louvière (246). Si le personnel supérieur du nouveau département était composé de membres du mouvement rexiste (245), Lambinon recruta les agents du DSI dans le demi-monde d'aventuriers et d'opportunistes qui évoluait en marge de la collaboration. Un ancien garçon de restaurant, un chauffeur, un agent touristique, un coiffeur et même le speaker de l'Acropole du Lévrier, trouvèrent place dans les brigades de Lambinon (246). Lambinon cultivait ses relations avec les polices allemandes en Belgique et, dès l'été 1943, le DSI et la Brigade Z opéraient en collaboration avec elles (246). Ces opérations combinées ne convinrent pas toujours un succès éclatant, les policiers professionnels des officines allemandes censurant — à juste titre — l'incapacité professionnelle et la corruption du DSI (246). Lambinon lui-même n'était pas d'une honnêteté irréprochable. Cet ancien représentant de commerce menait un style de vie assez somptueux qui contrastait avec les habitudes plus modestes d'autres dirigeants rexistes et que ses revenus officiels ne lui permettaient point (246). Plusieurs des opérations du DSI bruxellois se dérouleront à la limite des activités policières et des manoeuvres criminelles; et, à deux reprises pendant l'été de 1943, elles aboutirent aux arrestations de membres du DSI par les polices allemandes (246).

Le département de Lambinon opérait indépendamment de la structure politique de Rex (246) et Matthys se désintéressait des activités du Chef du DSI (246). De temps en temps, il essaya d'imposer des limites à l'étendue des opérations du DSI mais il semble que Lambinon ne tint aucun compte de ses instructions (246). En l'absence de tout contrôle effectif, les activités


(248) Ibidem, surtout les curricula vitae de Sélaamani, Delcourt, Shaw, Nollement et Dubois.


des dirigeants du DSI ne se limitèrent pas à des opérations de police. En réponse aux nombreux attentats contre des militants rexistes, ils encouragérent la participation d'agents du DSI à des actions de contre-terreur. À Liège à l'été de 1943, une brigade du DSI, agissant au au des dirigeants nationaux, commit une série d'assassinats politiques. Matthys n'avait pas été préalablement informé de ces actions qui allaient à l'encontre de la politique établie par l'Etat-Major (256).

Les activités de Lambinon étaient préjudiciables à l'autorité exercée par Matthys mais le Chef du DSI ne recherchait qu'une position d'autonomie. Le cas de Louis Collard fut entièrement différent. L'ascension du Chef adjoint du Département Politique fut le phénomène le plus étonnant au sein de Rex en 1943 et se révéla de la plus grande importance pour l'histoire ultérieure du mouvement. En moins de six mois, Collard l'emporta sur tous ses rivaux éventuels au Département Politique et s'affirma comme le conseiller le plus écouté de Matthys et, en outre, son confident préféré en toutes matières politiques et personnelles. Signataire d'un nombre énorme de circulaires rexistes, Collard était un homme omniprésent qui se trouva au coeur de toutes les initiatives rexistes de 1943. Il réussit à s'affirmer d'une manière incontestable comme le troisième homme de Rex, le lieutenant ou même l'alter ego de Degrelle et de Matthys (257). Son influence — qui couvrait l'organisation interne du mouvement ainsi que la direction politique — fut plus considérable que celle de Strel et en 1941 et 1942 et le Département Politique bénéficia, lui aussi, de l'ascendant de Collard. Grâce à l'autorité personnelle de Collard, son département fut en mesure de déterminer les priorités du mouvement et, employant une soixantaine d'employés à plein temps, il domina l'Etat-Major en 1943 et 1944 (258). Les dix services constitutifs du département se spécialisèrent dans la totalité du champ des activités publiques et politiques de Rex et les responsabilités d'autres départements de l'Etat-Major se limitèrent à des fonctions d'administration interne (259).

On a coutume de lier le succès de Collard à son ambition personnelle. On affirme qu'ayant résolu d'entrer dans les services centraux de Rex, il ne se contenta pas d'un poste secondaire mais intrigua sans cesse afin de s'avancer. Ce fut l'avis de Marcovitz, ancien rexist et, pendant les dernières années de l'occupation, employé du Sicherheitsdienst. Au cours de l'instruction judiciaire ouverte à sa charge, après la guerre, il écrivit des rapports dépeignant les intrigues de Collard, « l'éminence grise » du mouvement rexist (260). Marcovitz détestait le Chef adjoint du Département

(258) Analyse de l'acte d'accusation : première suite, p. 17 (CREHSGM, Papiers Strel).  
politique, dont il attribuait le succès à « l'ascendant qu'il exerçait sur Victor Matthys en satisfaisant les vices de ce dernier » (261). Selon lui, Matthys, un faible, n'était qu'un homme de paille dans les mains d'un adjoint qui flattait son amour-propre mais qui enlevait au Chef de Rex ad interim tout rôle effectif dans les affaires de Rex. Si Marcovitz n'était pas un observateur désintéressé, Matthys lui-même admis cependant après la guerre que Collard était « le plus intime et le plus influent » de tous ses collaborateurs (262). De plus, il est évident qu'au cours des procès d'après-guerre, Matthys s'efforça de protéger Collard des accusations les plus graves (263). Même s'il faut douter des histoires extravagantes de Marcovitz, il est indéniable qu'épuisé peut-être par les soucis et les responsabilités de dix-huit mois de direction de Rex, Matthys déléguera plusieurs de ses compétences à Collard.

Mais Collard n'était pas seulement — comme Marcovitz voulut le faire croire — un habile intrigant; il était aussi un administrateur et un fonctionnaire d'une remarquable énergie. Son zèle dans les plus menues questions d'administration était sans bornes (264) et cette compétence contribua à son ascension dans le monde rexiste: « il était dynamique et surtout il était doué d'une formidable force de travail » (265). Cet avis de Matthys fut confirmé par Strel, Degrelle et Mcekopf de la Dienststelle Jungclaus, qui soulignèrent que Collard était un fonctionnaire doué de talents considérables (266). Dans le monde collaborationniste, Collard était un phénomène exceptionnel, un spécialiste. La majorité des collaborationnistes étaient, à la fois, journalistes, administrateurs, militaires et même policiers. Mais Louis Collard — comme l'avocat de la défense le souligna à son procès — n'écrivit jamais dans les publications collaborationnistes et ne prononça jamais un discours public (267); de plus, dans un monde en uniformes, Collard portait une tenue civile.

L'hégémonie de ce bureaucrate anonyme est symptomatique du nouveau style du rexisme en 1943 et 1944. Isolé de la grande majorité de la population, Rex n'avait plus besoin de politiciens ou d'orateurs; au contraire, il lui fallait des administrateurs compétents. Collard répondit à cette nécessité. Il personnifiait un type de collaboration petit-bourgeois qui joua un rôle décisif dans le rexisme des dernières années de l'occupa-

(261) Ibidem.
(264) Voir les remarques d'un ancien collègue dans le mouvement rexiste citées dans AUD.GEN., Dossier LC. Enquête Complémentaire, Farde H. Rapport d'expertise médico-mentale, 27/5/47, Doc. 7.
(265) Voir note 262.
(267) Le Soir, 5/7/46, p. 2, Les Conseils de Guerre.
tion. Importante dans les cercles et l’Etat-Major de Rex, cette collaboration d’employés et de cols-blancs ne s’accordait pas toujours avec le style plus violent et plus militaire d’autres rexistes et surtout des légionnaires rentrés en Belgique.


Ce nouveau régime établi à la tête de Rex vers la fin de 1943 s’attela à la solution des problèmes qui menaçaient le mouvement. Malgré les initiatives politiques de Degrelle, la situation des militants rexistes s’avérait de plus en plus difficile. L’évolution de la guerre et l’atmosphère de peur créée par les attentats continus de la résistance détruisaient le moral des membres de Rex (274). Plus de soixante rexistes furent tués par la résis-

---

(270) AUD.GEN., Dossier Michel Saussez, Inst., Dossier académique et Paul Laspagnard Pro Just., 12/4/46, Doc. 3 et 16.
(271) AUD.GEN., Dossier Michel Saussez, Inst., Curriculum vitae, Doc. 15.
tance de janvier à octobre 1943 (275) et Matthys devait déplorer « l'atmosphère de guerre civile larvée dans laquelle le pays vit actuellement » (276). La population sympathisait avec les auteurs de ces attentats, contribuant ainsi à l'isolement et à l'intimidation des groupes rexistes (277). Les réactions des rexistes face à cette hostilité étaient symptomatiques d'une mentalité de plus en plus paranoïaque : les propos surpris de voisins étaient interprétés comme les préparatifs d'un attentat et les militants rexistes vsès s'empressaient d'écrire à la police allemande en dénonçant des conspirations aussi sinistres qu'imaginaires (278). Stree l remarqua que la communication entre les collaborationnistes et la majorité anglophone n'était plus possible (279) et Reeder fut d'avis qu'il existait plus d'antipathie envers les collaborationnistes en Belgique que dans n'importe quel autre territoire occupé par les armées allemandes (280).

Cette hostilité poussa des rexistes à se séparer du mouvement en 1943 (280). En décembre, Reeder observa que les rexistes ne constituaient qu'une minorité insignifiante de la population (280), estimant que le total des militants ne dépassait plus le chiffre de huit mille (280). Dans les localités rurales on signalait une chute catastrophique du nombre d'adhérents et, dans le courant de l'année, quatre des vingt-trois cercles rexistes cessèrent toute activité ou furent fusionnés avec un cercle voisin (280). La désorganisation du mouvement influa aussi sur les relations entre les cercles et l'Etat-Major. Marcel Dupont, le Chef des Cadres Territoriaux, malade et épousé, n'était plus à même d'exercer son autorité sur les activités des cercles (280). Ce défaut de contrôle effectif concourut au développement d'actions — surtout de contre-terror — non autorisées par l'Etat-Major de Rex. Les exemples les plus remarquables furent les meurtres commis à Liège par la bande de tueurs dirigée par Pirmolin (280).

(275) Dans un rapport écrit vers la fin de 1943, Reeder signalait que 51 militants rexistes avaient été tués par la résistance en 1943. On doit ajouter à ce chiffre les rexistes assassinés en service dans les formations militaires en Belgique (TB 25, 15/11/43, p. 3.384).
(278) AUD.GEN. Dossier Jean Colman, Inst., Jean Colman à la [Geheime Feldpoize], 13/12/43 et Commissaire de Forest Pro Just., 6/11/44, Doc. 56 et 3.
(279) Notes rédigées par José Street (à prononcer après la plaidoirie de son avocat au tribunal) (CREHSGM, Papiers Street).
(283) TB 24, 1/8/43, p. 3.147 — Sipo-SD. Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich 8/43, 1/5/43, p. 36.
(284) TB 25, 15/11/43, p. 3.418. Il était question des cercles de Soignies, de Neufchâteau, de Marche et de Waremme.

Le succès des négociations concernant les Formations B renforça l’étroite alliance qui se développait entre Rex et la Dienststelle Jungclaus. Le rapprochement de Rex et des représentants de la SS à Bruxelles avait été favorisé par le ralliement de Degrelle aux thèses ethniques de la SS mais il était surtout l’œuvre de Matthys et de Collard. Selon Matthys, les deux dirigeants rexistes s’assurèrent de « l’appui total et inconditionnel » de

---

(287) TB 26, 1/3/44, p. 3.668 — AUD.GEN., Dossier LC, Inst, LC au Chef de Cercle de Liège, 26/1/44, Doc. 128.
(290) Ibidem — LC aux militants rexistes, 20/11/43 (CREHSGM, JB 20) — AUD.GEN., Dossier LC, Inst, LC aux Chefs de Services, de Cercles et des FC, 28/12/43, Doc. 149.
(292) TB 26, 1/3/44, p. 3.664.
Moskopff qui, en tant que référendaire aux affaires wallonnes, déterminait la politique de la Dienststelle envers Rex (296). L'alliance offrait plusieurs avantages à Rex qui reçut de la Dienststelle une aide financière et matérielle considérable (297). La Dienststelle se fit de surcroît un soutien influent des ambitions politiques de Rex. Moskopff se rendit aussi à Berlin pour plaider le cas de Rex et contrecarrer la propagande anti-rexiste d’autres dirigeants allemands (298). Grâce à cette alliance avec la Dienststelle, Rex, méprisé depuis toujours par la Militärverwaltung, jouissait pour la première fois de l’appui assuré de hauts fonctionnaires nazis.


Un deuxième aspect de la réorganisation porta, lui, préjudice à la politique et à l’ascendant personnel de Collard. Matthys créa un nouvel inspecteur, dirigé par un Inspecteur de la Milice et chargé de la rénovation des formations diverses, militaires et paramilitaires, de Rex : les Formations de Combat, les Formations B, les Gardes Wallonnes et les unités wallonnes du NSK (305). La nécessité d’une telle réorganisation était évi-

(297) AUD.GEN., Dossier VM. Info., Charles Félor Pro Just., 18/7/45, Doc. 18-21 — Journal de V. Matthys, p. 16 (CREHSGM) — Vanmerk, 11/5/44 (GRMA, T-175, 131, 2857825).
(299) LC aux Chefs de Cercles, 19/1/44 (CREHSGM, Archives Rex, C11/113).
(300) AUD.GEN., Dossier VM. Info., LC Pro Just., 2/12/46, Doc. 162 et Dossier LC. Pièces à Conviction, Secrétaire de l’EM du Chef. Ordre d’exécution, 10/2/44, Doc. 42.
(302) National Socialisme, 19/3/44, p. 8, Cercles et Communiqués.
(305) Voir note 299.

En même temps qu'elle remédiait aux problèmes spécifiques de ces formations diverses, l'inauguration d'un Inspecteur de la Milice répondait à la nécessité de créer un commandement unifié qui, à l'imitation des réformes parallèles accomplies par le VNV en 1943 (313), permettrait à l'Etat-Major d'exercer une autorité directe sur les formations en question.

Collard reconnut la nécessité de ces réformes (314) mais il est improbable qu'il appuyât la nomination de Joseph Pévenasse au poste d'Inspecteur de la Milice (315). Pévenasse fut choisi par Matthys ou même par Jungclaus (316) et il personnifia un style radical et militaire de collaboration qui ne s'intéressait ni à Rex ni aux intrigues politiques des collaborationnistes de Belgique. Pour Pévenasse, la solution de tous les problèmes de la Wallonie était au bout des mitraillesses de la Légion (317) et sa fidélité principale n'était pas à Rex mais à la Légion Wallonie et à Léon Degrelle. Il partageait l'avis de nombre d'anciens légionnaires rentrés en Belgique — surtout ceux qui étaient employés dans l'Ersatzkommando de la Légion — qui s'irritaient des « hésitations » et des « faiblesses » des dirigeants de Rex. Un vague regroupement de ces mécontents s'opéra vers la fin de 1943 et Reeder signala le conflit qui opposait les légionnaires aux militants restés

---

(308) Rapport sur les Gardes Wallonnes, 25/10/43 (CREHSGM, Fonds INBEL, n° 967).
(310) AUD.GEN., Dossier Joseph Pévenasse, Protocole de la réunion du 6/1/44, Doc. 919/II.
(311) AUD.GEN., Dossier Joseph Pévenasse, Wallonische Verbindungsführung NSKK à JP, 29/2/44, Doc. 929/II/II.
(312) Ibidem — Voir aussi note 310.
(313) TB 26, 1/3/44, p. 3.536.
(314) Voir note 310.
(315) Voir note 299.
(316) Mémoire de V. Matthys, p. 50 (CREHSGM).
(317) Un exemple de la rhétorique de Pévenasse en 1944 se trouve dans AUD.GEN., Dossier Joseph Pévenasse, Doc. 925.
en Belgique : *Seit dieser Abwesenheit von Degrelle* [en novembre 1943] 
setzten sogleich wieder Machtkämpfe zwischen den zum «Rex-Stab» 
getretenen Legionären und den übrigen Rex-Führern ein. Die Legionäre 
hielten den letzteren ihren fehlenden Fronteinsatz vor, während die Unter-
führer ihre ältere politische Machtsstellung in der Partei zu behaupten 
trachteten (319). La nomination de Pévenasse à l’inspectorat donna un chef à 
cette coalition des radicaux.

Pévenasse s’attela avec énergie à la rénovation des formations mili-
taires de Rex, étudiant les problèmes spécifiques de chacune des forma-
tions (319) et établissant un système de commandement centralisé (320). Il 
voulait créer un mouvement rexiste entièrement mobilisé où chaque milia-
tag accepterait une discipline militaire : «Plus de civils, rien que des 
soldats de la Révolution» (321). Pévenasse s’inspirait des exemples de for-
mutations étrangères. La Milice française de Darmand enthousiasmait les dir-
geants rexistes et, en février 1944, une délégation de l’État-Major de Rex 
— sous la direction d’Albert Regnard — rencontra Darmand à Paris et 
assistia à la grande opération menée par la Milice contre les maquis de 
Haute-Savoie (322). Mais, c’était surtout l’exemple de la SS que Pévenasse 
voulait imiter. En janvier déjà, il avait étudié — avec Collard — la possibi-
ilité d’établir une Allgemeine SS ou Ordre de la SS (323). Il vantait le style SS 
qui, selon lui, était le seul moyen d’affronter un avenir sombre : «un dé-
barquement soulèverait un volcan. En face des communistes déchaînés, 
ce n’est pas l’esprit ‘garde-civique’ qui triompherait; il n’y a que l’esprit de la 
SS — légion de l’intérieur — qui soit capable de mobiliser nos camarades 
qui se dresseront un contre cent parce qu’ils attendent depuis des années 
Cette heure-là» (324). Pour préparer les cadres de ce nouveau mouvement 
style-SS, Pévenasse sélectionna les hommes dignes d’être envoyés à l’é-
cole de la SS à Bad Tölz (325).

Collard ne s’opposa pas aux initiatives de Pévenasse mais il conseilla à 
l’Inspecteur d’agir avec prudence (326). Collard ne voulait pas laisser les 
 mains libres à Pévenasse et il insista sur son droit de contrôle du personnel 
de l’Inspecteurat (327). De plus, il adjointit deux membres de son Départe-

---

(318) TB, 26, 1/3/44, p. 3.665.
(320) TB 27, 10/4/44, p. 3.850.
(321) AUD.GEN., Dossier Joseph Pévenasse, Doc. 935.
(322) Robert Siméon Pro Just., 15/12/46, p. 3-4 (CREHSGM, JB 20) — «Milice française» 
(CREHSGM, Archives Rex, C11/293/1).
(323) AUD.GEN., Dossier Joseph Pévenasse, Protocole de la réunion du 6/1/44, Doc. 919/I.
(324) AUD.GEN., Dossier Joseph Pévenasse, JP au Militärbefehshaber Kdo. Stab. abt. Z, 
15/3/44 et Protocole de la réunion du 27/3/44, Doc. 927/I et 928/I et Dossier Pierre Pauly, 
(325) Voir note 323.
(326) Ibidem.
(327) AUD.GEN., Dossier LC, Pièces à Conviction, Secrétaire de l’EM du Chef Ordre d’exé-
cution, 10/2/44, Doc. 42.
ment Politique — Charles Groulard et Pierre Pauly — à l’Inspectorat de Pévenassee (250).

En janvier 1944, la rupture par la Légion Wallonie de son encerclement par l’Armée Rouge dans la poche de Tcherkassy déclencha dans le monde une vague d’euphorie (251) proportionnelle à l’anxiété qui l’avait précédée (252). Les défilés de la Légion, le premier avril, à Charleroi et à Bruxelles manifestèrent nettement la puissance armée qui était à la disposition des rexistes et firent naître des espoirs de coup d’État (253). Comme toujours, Degrelle encouragait ces rumeurs en comparant sa propre situation à celle de Damand en France (254). Il se mêla de plusieurs intrigues et, pour faire avancer ses projets, il se servit à l’occasion de Rex (255) ; mais, plus que jamais, il se désintéressait totalement du mouvement. Reeder écrivit le 10 mai, que : Degrelle kein allzuvorffes Interesse an dem Ausbau und der Festigung seiner Partei mehr zu haben (256). Convaincu qu’il lui faudrait rompre avec un mouvement qu’il considérait comme décimé et discrédité, Degrelle fondait ses espoirs sur la Légion Wallonie comme fer de lance et vecteur d’un nouveau mouvement populaire (257). Seuls les fusils, canons et tanks de la Légion, déclara-t-il, pourraient assurer le succès d’une révolution nationale-socialiste en Wallonie (258).

Degrelle ne se préoccupait que de la transformation de la Légion Wallonie en une division (259) et il insistait pour que Rex œuvrât à « une campagne de propagande d’une intensité inouïe » en faveur du recrutement pour la Légion Wallonie (260). Une telle campagne était vouée en Belgique à un échec certain mais Degrelle espérait que les travailleurs wallons employés dans les usines du Reich seraient plus réceptifs. En juin, il fit une tournée de propagande en Allemagne qui culmina en un grand rassemblement à Berlin (261). Convaincu que dix mille travailleurs wallons en Allemagne étaient prêts à servir dans la Légion Wallonie, Degrelle ordonna à l’Etat-Major de rédiger une liste de dix mille réfractaires au travail

(250) L’C aux Chefs de Cercles, 19/1/44 (CREHSGM, Archives Rex, C1/1/03) — AUD.GEN., Dossier Pierre Pauly, Info., Pauly Pro Just., 27/6/45, Doc. 18.
(251) TB 26, 1/3/44, p. 3.626.
(252) Ibidem.
(254) TB 27, 10/4/44, p. 3.841 et 3.845 — Sipo-SD, Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich 12/44, 16/6/44, p. 29 — DELANDSHEERE & OOMS, op.cit., IV, p. 84.
(255) Par exemple, il essaya d’entrer en contact avec les anciens militaires de Rex-Flandre afin de rétablir sa position politique en Flandre (TB 28, 10/5/44, p. 3.923).
(256) TB 28, 10/5/44, p. 3.934.
(257) TB 28, 1/3/44, p. 3.631.
(258) Voir note 334 — L’Effort Wallois, 2/7/44, p. 2, Une lettre de Léon Degrelle.
(259) Voir note 334 — Degrelle aux Gardes Wallownes, 5/5/44 (CREHSGM, Archives Rex, C1/274b9).
(260) AUD.GEN., Dossier LC, Enquête Complémentaire, Parde E, Note générale de LC aux formations et cadres territoriaux, 13/5/44, Doc. 46 — TB 29, 10/6/44, p. 4.002.
(261) Ibidem — L’Effort Wallois, Edition spéciale du 2/7/44.

Cette affaire des listes de réfractaires fit ressurgir la controverse touchant les relations entre Rex et la Légion Wallonie et elle encouragea les partisans de l'intégration de Rex à un mouvement légionnaire. Reeder signala les tensions qui se manifestèrent zwischen den Anhängern De- grelles et einem Teil der alten Rexisten (344). Peu après, Pévenasse entama des négociations avec Jungclaus au sujet de la création éventuelle d'une Allgemeine SS wallonne. Ceci n'était pas une nouvelle idée mais cette fois Pévenasse entreprit ces négociations sans consulter ses supérieurs rexistes et son projet dépassa la politique établie de Mathys et de Collard. Pévenassee voulait dissoudre les Formations B afin qu'elles fussent intégrées dans une Allgemeine SS wallonne qui eût été au centre de toute autorité politique et militaire en Wallonie (345). Ces idées cadreraient avec les projets de Jungclaus qui avait besoin d'une organisation militaire capable de mener une action énergique contre les « bandes » de la résistance (346). Déjà, de premières tentatives étaient faites en vue de la création du nouveau corps et on envoyait des Gardes Wallonnes en Allemagne dans les camps de la SS (347). Malheureusement pour Pévenassee et grâce à une indiscrétion verbale de Moskopff de la Dienststelle Jungclaus, Mathys fut informé des « intrigues » de l'Inspecteur de la Milice (348). Mathys n'admet pas la formation d'une organisation militaire non subordonnée au mouve-

(340) Mémoire de V. Mathys, p. 76-77 (CREHSGM).
(342) Secrétariat du EEM du Chef, Ordre d'exécution, 13/5/44 (CREHSGM, Archives Rex, CII/189).
(344) TB 29, 10/6/44, p. 4.002.
(345) Mémoire de V. Mathys, p. 51-52 (CREHSGM).
(348) AUD.GEN., Dossier LC, Enquête Complémentaire, Farde G, LC Pro Just., 18/1/47.
ment rexiste et il contraria les desseins de Pévenasse (349). Le Chef de Rex ad interim annonça que désormais il assumeraient le commandement de la Milice et, quoique Pévenasse restât Inspecteur, on passa le contrôle effectif à Collard, nommé Chef de l'Etat-Major de la Milice (350). À la suite de ces changements, Collard exerça à la fois les trois positions de Chef adjoint du Département Politique, de Secrétaire de l'Etat-Major et de Chef de l'Etat-Major de la Milice, et sa suprématie dans le mouvement rexiste fut assurée. Dorénavant, l'influence des éléments radicaux et militaires fut étroitement limitée et ne s'exerça librement qu'à l'Ertsazkommando de la Légion Wallonie qui restait le bastion des partisans des idées de Pévenasse.

L'atmosphère au sein de l'Etat-Major en l'été de 1944 fut marquée par la haine qui séparait les rexistes de la population et par la guerre civile qui opposait les forces collaborationnistes et la résistance (351). Pour mieux assurer leur sécurité personnelle, les grands chefs de Rex vivaient en dehors de la vie réelle du pays. Protégés par de nombreux gardes du corps, ils résidaient dans des appartements bourgeois réquisitionnés et appartenaient, pour la plupart, à des Juifs (352). C'était un style de vie assez paisible à l'abri de tout danger mais qui entraînait un isolement total. Mathys décrivit après la guerre : « l'extraordinaire existence en vase clos que nous avons menée (...) Pendant ces années, je n'ai connu et je n'ai vu que des hommes qui pensaient, qui jugeaient et qui sentaient comme moi » (353).

Tous les dirigeants rexistes ne menaient pas cette vie. Même en 1944, au milieu du chaos de la débâcle allemande, des membres plus efficaces de l'Etat-Major pouvaient poursuivre un style de vie discret. Pour les collaborationnistes, les grandes villes — et surtout Bruxelles — étaient l'environnement le moins pénibles et plusieurs rexistes provinciaux se réfugièrent dans l'anonymat de la vie métropolitaine. Leurs voisins ignoraient les activités collaborationnistes de ces bureaucrates qui leur apparaissaient comme des gens paisibles, n'exprimant pas d'opinions politiques et se consacrant à la vie familiale (354).

(349) Voir note 346.
L'atmosphère des bureaux de l'Etat-Major, rue du Midi, était, selon les rixistes provinciaux qui les visitaient, bien moins paisible. Ils remarquaient l'ambiance d'immoralité qui entourait ce centre de la révolution nationale-socialiste où circulaient des rumeurs de scandales sexuels et de marché noir (355). Mais il n'existe aucune preuve que Matthys et Collard aient été mêlés à ces affaires et Collard se constitua, en fait, le dictateur moral de l'Etat-Major, censurant toute faiblesse et exigeant des efforts de travail surhumains de ses collaborateurs. Son caractère domina l'Etat-Major et, pour augmenter sa capacité de travail, Collard faisait usage d'un stimulant artificiel provoquant « un état permanent d'excitation psychique » (356). On comprend que certains employés subalternes de l'Etat-Major crurent que Collard était le Chef de Rex en l'absence de Degrelle (357). Les efforts du Secrétaire de l'Etat-Major empêchèrent toutefois la poursuite de l'activité de Rex au cours des derniers mois de l'occupation.

Son activité s'appliqua surtout à la sécurité des militants rixistes. Malgré toutes les mesures de sécurité prises par les cercles du mouvement, les assassinats politiques se multiplièrent en 1944. Parmi les victimes, on comptait les femmes et les enfants de militants (358) et des familles entières de rixistes furent systématiquement tuées par la résistance (359). Face à l'impuissance des policiers belges et allemands, l'Etat-Major rixiste admit alors la nécessité d'une contre-terreur qui fut inaugurée par le meurtre de Bovesse à Namur en février 1944. L'assassinat de ce gouverneur provincial, ancien ministre et adversaire de longue date de Rex, alla à contrecœur d'une contre-terreur limitée et « scientifique » visant des notables considérés comme les patrons de la résistance (359). Cet assassinat, organisé en réponse au meurtre du chef du cercle rixiste de Namur et de sa femme, fut l'œuvre de Lambinon. Aux funérailles du chef de cercle, Matthys prit quant à lui la responsabilité de cette action (360). La série de ces attentats « officiels » autorisés par l'Etat-Major rixiste culmina à la fin d'août 1944 avec l'enlèvement et le meurtre crapuleux du bâtonnier Brafort (361).

(358) Spi-SD. Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich, 14/44, 15/44, p. 5-6 — P. STRUYVE, op.cit., p. 178-179 — Mémoire de V. Matthys, p. 113-115 (CREHSGM).
(359) T3 30, 10/7/44, p. 4.090.
La politique rexiste ne se borna pas à ces actions de contre-terreur. Collard s’efforça d’engager les forces rexistes aux côtés des Allemands dans une campagne vigoureuse contre la résistance. Il se rendit à Dinant pour y organiser la participation de quelques centaines de rexistes à l’opération anti-maquisards de grande envergure qui avait été déclenchée par les Allemands à Ciney en août 1944 (360). Des membres des Formations de Combat, du DSI de Lambinon, des unités des Gardes Wallonnes et des Formations B furent partie des forces déployées à Ciney et les unités rexistes opérèrent sous le commandement de Pauly, de Lambinon et de Pévenassem (360).

L’avance des troupes alliées et les attaques audacieuses de la résistance rendirent la position des rexistes désespérée. L’Etat-Major de Rex durcit son attitude, Matthis n’hésitant pas à déclarer sur un ton apocalyptique que l’ère des hésitations était terminée, et les publications rexistes de clamer : « chacun d’entre nous est en première ligne, sur la ligne de feu; celle où il faut savoir mourir et savoir tuer » (361). L’Etat-Major publia vingt mille copies d’une circulaire qu’on fit distribuer dans les milieux bourgeois (360). Signé « la Brigade Rouge », ce texte annonçait que les rexistes n’hésiteraient plus devant les attentats de la résistance : « Lorsqu’il s’agit de tuer ou d’être tué, plus aucune discussion n’est possible : on tue » (361).

La goutte qui fit déborder le vase fut le meurtre, le 17 août, du bourgmestre rexiste du Grand-Charleroi, Oswald Englebin (360). En réponse, Matthis et Collard organisèrent — avec l’accord préalable de Jungclaus — le massacre de 27 notables de la région de Charleroi dans la nuit du 17 au 18 août (360). Le bain de sang de Courcelles résultait de la politique de contre-terrorisme « scientifique » dirigée, selon Matthis, contre les « personnalités qui, sans courir aucun risque, de par leur attitude, avaient créé le climat moral qui avait instauré le meurtre politique en Belgique » (360). Mais les actions abominables du 17-18 août se distinguèrent de toutes les actions antérieures de la contre-terreur « officielle » par le nombre des victimes et la cruauté des auteurs ainsi que par la participation directe de

---

(361) Voir la collection de témoignages des participants à Ciney rassemblés au CREHSGM, cote JB 20.
(364) DELANDSHERE & OOMS, op.cit., IV, p. 242-244.

Le crime de Courcelles relève de la responsabilité directe de Matthys et de Collard. Néanmoins, il faut souligner que les deux dirigeants agissaient sous la pression de demandes incessantes des militants résistants en faveur d'une réaction sanglante. Au cours de l'été 1944, Collard avait essayé de soutenir sa politique de contre-terreur restreinte malgré les actions « non-officielles » de nombreux résistants. Ainsi à Namur, les résistants du cercle participèrent à un « comité de représailles » et, dans le Borinage, des bandes de tueurs résistants opéraient en collaboration avec les Allemands et avec la connaissance des dirigeants résistants locaux (32). Mais c'est dans le Pays Noir qu'une contre-terreur locale et non-autorisée atteignit sa plus grande ampleur. Pendant les derniers mois de l'occupation, il y eut des incidents quotidiens de violence perpétrés par des bandes bien organisées de résistants de Charleroi (33). Les représailles suivant les funérailles de membres de Rex devinrent un rituel (34) et, dans ce climat de guerre civile, les bandes résistants engagèrent la lutte armée avec les forces de la résistance (35). Les tueurs résistants carolorégiens opéraient sous le contrôle des dirigeants du cercle de Charleroi et de l'administration communale du Grand-Charleroi (36); mais on soupçonna que le véritable chef des tueurs était l'avocat carolorégien et Inspecteur de la Milice, Joseph Pévenasse (37).

La pression en faveur d'une contre-terreur généralisée se manifesta également au sein de la direction nationale de Rex. Malgré la présence dans l'État-Major d'éléments modérés qui déploraient toute action violente, des manifestes circulaient dans les bureaux de Rex exigeant des

---


(35) Vers l'Avenir, 25/7/46, p. 4, Au temps où les tueurs résistants faisaient la chasse aux rétractateurs.


Matthys souligna après la guerre qu'il ignorait tout à propos de plusieurs de ces opérations terroristes (383). Dépassé par l'ampleur de cette terreur, Matthys s'était senti incapable de contrôler l'évolution de Rex au cours des dernières semaines de l'occupation. Il observa : « Vers la fin de l'occupation, l'atmosphère était très tendue. Il est probable que la portée de mes ordres aura été dépassée et que moi-même je n'ai plus réagi contre ces excès » (384). Malgré la retraite imminente des troupes allemandes et l'activité frénétique des dirigeants rexistes, Matthys partit en vacances à la mi-août dans un hôtel rexiste de Dinant d'où il ne participa plus aux affaires de Rex (385). Il était retourné à Bruxelles quelques jours avant la fuite des rexistes en Allemagne mais la responsabilité de toutes les décisions importantes prises à la fin de l'occupation incomba à Collard (386).

L'histoire de l'exil des rexistes en Allemagne, jusqu'à mai 1945, dépasse le cadre de cette étude mais, en ce qui concerne les dirigeants de Rex, ce crétus de l'exil ne fut que la confirmation des tendances qui s'étaient

---

(379) Voir les témoignages non vérifiables dans AUD.GEN., Dossier Michel Saussez, Just., France et François Boverouille Pro Just., 19/12/45 et Auguste Scalfaire Pro Just., 15/2/46, Doc. 59-60.
(384) AUD.GEN., Dossier VM, Info., VM Pro Just., 20/9/45, Doc. 60.
(386) Voir note 362 — Ordres de Louis Collard, 30/8/44 (CREHSGM, Archives Rex, C11/104).
manifestées avant septembre 1944. Degrelle s'occupa presque exclusivement de la Légion et de l'accomplissement de ses ambitions personnelles; Matthys agit comme l'adjoint de Degrelle et ne se montra que rarement parmi les réfugiés rexistes, groupés dans la région de Hanovre (387). Comme on pouvait s'y attendre, Collard se montra l'homme fort de l'organisation rexiste, déléguant la responsabilité de l'administration des réfugiés à ses adjoints, Colman et Saussesse (388). Pévenasse repartit pour la Légion tandis que Lambinon, grâce à ses relations privilégiées avec les polices allemandes, s'installait dans une sinécure confortable en tant que chef d'une école d'espionnage à Marbourg (389).

L'histoire de Rex se terminait sur un échec total. Il ne pouvait en être autrement. À la fin de l'occupation les rexistes n'étaient plus qu'une petite minorité coupée de la vie de la grande majorité des Belges. Ces « embochés » ne faisaient plus partie de la communauté belge et l'épuration qui suivit la libération doit être considérée, pour une part, comme le rejet de ces éléments devenus étrangers à la communauté nationale.

Pour la plupart, les rexistes ont reconnu qu'ils eurent tort. Aux procès d'après-guerre, de jeunes enthousiastes se vantèrent de leurs convictions nationales-socialistes et portèrent fièrement les uniformes rexistes ou allemands (390). Mais, à quelques exceptions près, les dirigeants rexistes ne partagent pas cette assurance. Déjà, pendant leur exil en Allemagne, ils s'étaient rendu compte des erreurs fondamentales de Rex. De retour en Belgique, ils se résignèrent à la faillite de leurs convictions (391). Oscar Cus, chef du cercle de La Louvière, déclara au tribunal militaire : « J'ai servi une cause que je croyais juste. Maintenant, je comprends que le national-socialisme a commis des horreurs et que Rex a failli à sa tâche » (392). Ces rexistes de la première heure qui avaient voué toutes leurs énergies « à la cause » n'expliquaient qu'avec beaucoup de difficulté comment ils avaient pu participer à l'aventure d'une collaboration illimitée (393).

(387) AUD.GEN., Dossier VM, Info., Compte rendu de VM, s.d., Doc. 180-186.
(391) AUD.GEN., Dossier JS, Info., JS à l'abbé Lenny, 31/3/46.
(393) AUD.GEN., Dossier Jean Denis, Info., Denis à l'Auditeur Militaire Charleroi, 26/3/47, Doc. 80.
La collaboration avait débuté en 1940 avec la conviction sincère que la guerre était terminée et qu'une révolution autoritaire était nécessaire en Belgique. Ceux — comme Streef — qui avaient quitté la collaboration avant sa fin meurtrière pouvaient souligner devant leurs juges qu'ils avaient agi de bonne foi et n'avaient absolument pas le sentiment d'avoir trahi la patrie (394). Mais pour ceux — comme Matthys — qui restèrent jusqu'à la folie sanguinaire de Courcelles, cela n'était plus admissible. Ils durent admettre : « Nous avons eu tort, effroyablement tort (...) » (395). Rétablis de ce qu'ils considéraient comme « un état d'ivresse », ils reconnurent qu'il y avait eu dans la poursuite de la collaboration jusqu'aux ruines de Berlin en 1945, « quelque chose d'inexplicable » (396). Ils étaient les victimes des promesses des Allemands et de la rhétorique de Degrelle mais, comme l'écrit Matthys, ils étaient surtout les victimes de « la folle sincérité de nos illusions » (397)
LISTE DES ABBREVIATIONS

Doc. = Document
FC = Formations de Combat
GRMA = German records microfilmed at Alexandria.
Info. = Information.
Inst. = Instruction.
JP = Joseph Pévenasse.
JS = José Streel.
LC = Louis Collard.
LD = Léon Degrelle.
Pro Just. = Pro Justitia.
s.d. = Sans date.
Sipo-SD = Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst.
TB = Tätigkeitsbericht de Reeder à l’Oberkommando des Heeres.
VM = Victor Matthys.